

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 13 JUIN 2017

SOMMAIRE

- 1) **Tout ça, pour ça**
- 2) **Les leçons à retenir**
- 3) **Tsunami modéré...**
- 4) **Le PS laminé dans le neuf quatre !**
- 5) **Et la suite à venir ?**
- 6) **Le non-vote...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Gauche, année 0



François Hollande ramassant une rose sur une estrade du QG du PS, le 14 mai 2017 à Paris JOEL SAGET / AFP

La gauche française subit une défaite historique. Elle doit, dans une confusion extrême et malgré la division paroxystique de ses forces, se redéfinir. Vision du monde, projet, stratégie, la page est blanche ou presque...

Au premier tour de l'élection présidentielle, les candidatures de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon avaient rassemblé un total de 9,3 millions d'électeurs et dépassé le quart des suffrages exprimés. Inversion du calendrier électoral oblige, les élections législatives se jouent sur l'ampleur de la mobilisation des électeurs du camp présidentiel et de la démobilitation des autres, les partis de gauche s'en allant divisés devant les électeurs. La chute de participation à ces élections législatives consécutives à un second tour d'élection présidentielle déjà marqué par une forte démobilitation des électeurs, favorise les candidats «officiels» de la majorité présidentielle (bandeau parfois apposé sur les panneaux électoraux) dont l'électorat est relativement plus mobilisé que les autres.

Depuis une décennie, notre vie politique prend une forme magmatique. Électorat plus volatile, repères politiques brouillés, effritement ou effondrement des familles politiques traditionnelles, «dégagisme» désormais endémique.

Cette campagne législative est emblématique d'une aggravation des conséquences la crise. La démobilitation électorale confirme que, nonobstant l'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République, les symptômes d'une crise de régime jusqu'à récemment rampante se confirment, s'accroissent et trahissent probablement le caractère provisoire du rapport de force actuel.

Le système partisan d'hier est mort. Celui de demain n'est pas né.

A gauche, l'état de confusion est réel.

Un Parti Socialiste exsangue

Le «front unique», cette tactique vieille de près d'un siècle, n'a pas été utilisé ni même envisagé au cours d'une campagne législative pourtant périlleuse (ne serait-ce que par les règles d'accession au second tour). Pas de candidatures communes. Des luttes fratricides et aphones; le PS n'a pu que subir les transferts électoraux en direction des candidatures Mélenchon et Macron. Ce dernier n'a pas bénéficié du seul apport des 6% d'électeurs sociaux-libéraux mais a su attirer nombre d'électeurs du PS qui n'adhèrent probablement pas intégralement à sa vision de l'économie. L'incapacité des gauches à se parler, à faire ce «pas en avant» qui vaut «mille programmes», est symptomatique d'une crise historique de la gauche française.

L'état du PS, exsangue à l'issue du quinquennat de François Hollande et après une série de scrutins cataclysmiques, l'a rendu impuissant à empêcher des dizaines de candidats, mus par un instinct de survie plus compréhensible qu'estimable, à se réclamer de la «majorité présidentielle». Il a surtout été incapable d'engager le combat politique sur des thèmes aussi diffusables que la hausse de la CSG ou la réforme du code du travail. Le résultat ne s'est pas fait attendre.

Les ondes du séisme européen de 2008

Le cas français est indissociable d'une évolution perceptible à l'échelle européenne. La crise de la social-démocratie s'est accélérée, tandis que la gauche radicale peine à se redéfinir. Au sein même des partis sociaux-démocrates un vent de radicalité souffle sur une famille politique pourtant ralliée depuis les années 1980 aux politiques économiques régies par le consensus européen.

Dans chaque société, à des degrés divers, la crise de 2008 couplée à une série de mutations de la sphère productive a produit des conséquences majeures. Si l'épicentre est financier, l'onde du séisme a frappé successivement l'économie (réelle), l'organisation sociale, l'idéologie dominante et le fonctionnement de chaque démocratie.

Les effets de la crise de 2008 se sont faits sentir aux seins de groupes sociaux diplômés, hier cœur de l'électorat PS, insinuant en leur sein des conséquences matériels et, également, un questionnement profond, sur le sens des politiques menées ou de notre système productif. C'est là que se situe le détonateur de la crise explosive qui oppose chaque jour davantage la base électorale de la social-démocratie à ses élites. En France, le vote Hamon à la primaire a été le réceptacle de cette contestation. Quelques mois auparavant, l'épisode Nuit Debout était une première manifestation d'un phénomène plus vaste encore.

Conséquences matérielles de la crise et préoccupations post-matérialistes se mêlent et suscitent la défection de groupes sociaux qui, jusqu'à récemment, étaient des soutiens électoraux des partis de gouvernement.

Insatisfaction endémique

La fréquente dénonciation du «système» au cours de l'élection présidentielle reflétait la dimension démocratique de l'insatisfaction endémique à l'égard non seulement des institutions mais également des médias ou des partis politiques. La crise de régime se confirme, s'enracine, se diffuse...

Le cadre réellement contraignant de l'Union européenne est un des sujets de débat et de division. Sans doute le sujet majeur. La France de la Ve République a intégré à son ADN, son «esprit», le processus d'intégration européenne. Raweed Abdelal pointait le rôle des élites technocratiques proches du PS qui ont, à partir des années 1980, contribué de manière décisive à codifier et instaurer la globalisation et le triomphe des marchés. «L'intégration négative» (Fritz Scharph) a été entérinée par les gouvernements de gauche de l'Union européenne. L'Europe sociale n'a jamais vu le jour. Le blairisme fut le produit le plus accompli intellectuellement et politiquement de ce mariage entre social-démocratie et orthodoxie économique néolibérale. Le score du Labour dirigé par Jeremy Corbyn l'expédie aux oubliettes. En Espagne, Pedro Sanchez a conquis le PSOE en rompant avec l'influence de la génération de Felipe Gonzalez.

Les antiques familles politiques et idéologiques composant notre vie politique se sont, nous le savons, effondrées sur elle-même ou entrées en crise convulsionnaire. La gauche est morte, vive la gauche? Cela dépendra de la capacité de la gauche telle que nous la connaissons depuis le premier tour de la présidentielle à parler à «ceux qui n'était pas». Le calcul d'Emmanuel Macron est simple : entre la France Insoumise et lui, rien ne doit demeurer. Surtout, la France Insoumise doit, d'elle-même, remplir la fonction minoritaire qu'on envisage pour elle. Or, rien n'est écrit. Pour l'heure, la vocation minoritaire de la gauche ne correspond à aucune loi de l'histoire. La gauche dans son ensemble doit donc repenser son projet et sa stratégie.

Les résultats de ce soir sont moins un épilogue qu'un commencement.



Gaël Brustier (86 articles)
Chercheur en science politique



II) Les 6 leçons à retenir du 1er tour des élections législatives 2017

Si Emmanuel Macron remporte son pari final la semaine prochaine, il aura dynamité totalement la donne politique, et convaincu les Français de son talent de stratège.

Anne Sinclair
Fondatrice du HuffPost France

1) Jamais sous la Vème République, l'abstention n'a été aussi forte, et pour ceux qui réfléchissent au renouveau de la vie publique, le chantier est immense. Fatigue d'une séquence électorale, commencée en septembre dernier ; impression d'inutilité du vote alors que, comme le dit Chloé Morin dans son blog du HuffPost "Emmanuel Macron aurait gagné avant même que le vote n'ait lieu"; attentisme devant un président qui surprend en bien, dans la posture, l'attitude, les premiers pas, mais dont on guette encore les premières mesures concrètes; sanction des formations traditionnelles qui auraient fait leur temps; logique surtout des institutions, notamment depuis l'alignement temporel des scrutins présidentiels et législatifs, où les Français se veulent cohérents dans leurs choix électoraux.

2) Le raz de marée annoncé en termes de sièges pour La République En

Marche est impressionnant, mais pas à ce point exceptionnel. A chaque tournant majeur de la Vème République, 1958, 1968, 1981, 1993, 2012, a correspondu pour le parti présidentiel ou pour celui qui incarnait une alternance impatientement attendue, une majorité pléthorique qu'amplifie le mode de scrutin voulu par le Général de Gaulle. Et à chaque fois, il ne reste aux survivants plus ou moins nombreux de l'hécatombe que le slogan "ne donnons pas tout le pouvoir à un seul homme". Argument qui se tient - et qu'avait d'ailleurs utilisé contre son propre camp François Mitterrand en 1988 - mais qui paraît toujours un peu faible quand après tout c'est le suffrage universel qui décide de l'ampleur de la délégation de pouvoir qu'il convient de donner à ceux qui nous gouvernent.

3) Le très mauvais score des Républicains et le désastre subi par le PS démontrent l'envie des Français de tourner la page de soixante ans de vie politique. Il n'y a pas pour autant d'enthousiasme pour la force nouvelle qui n'a qu'un an d'existence. On attend de la voir à l'œuvre, mais la droite et la gauche telles qu'on les connaît depuis deux générations ont été remerciées et c'est leur effondrement qui fait, pour beaucoup, le succès des candidats LREM. La droite, où il faut noter l'abstention de 37% d'électeurs de François Fillon, est tiraillée entre les tenants d'une droite dure et des "constructifs" dont le parti du président n'aura sans doute même pas besoin. La gauche socialiste est laminée comme jamais et pour longtemps, au terme d'un quinquennat où elle a eu, en 2012, tous les pouvoirs, mais où elle s'est détruite avec les divisions menées par les frondeurs, avec l'absence de renouvellement idéologique au delà de l'éternelle et insuffisante redistribution, et avec le grand écart ingérable entre Mélenchon et Macron.

4) Le FN et la France Insoumise, sont en net recul par rapport à leurs espérances. Certes, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon seront sans doute à l'Assemblée dans huit jours, mais les gros scores que chacun de ces deux leaders avait obtenus il y a un mois, ont nettement rétrécis. Il reste que leur sous-représentation dans l'hémicycle demeure une hérésie démocratique, à laquelle il va bien falloir répondre.

5) Aucune polémique n'a eu de prise sur l'électorat. Autant les affaires politico-judiciaires ont eu un impact sur la campagne présidentielle, autant elles ont été considérées comme négligeables lors de ce premier tour des législatives. Quant au risque d'une loi Travail plus dure que la loi El Khomri, Emmanuel Macron et son gouvernement ont été habiles pour n'engager que des pistes, les détails concrets ne devant être connus qu'après les 48 séances de négociation prévues avec les syndicats.

6) C'est précisément là qu'on va rentrer "dans le dur" comme on dit familièrement. Dans cette campagne législative, on n'aura parlé de rien, sinon de méthode et de symbolique. Il ne fut aucunement question des programmes, il n'y eut aucun débat de fond. Seule a joué l'adhésion ou non à Emmanuel Macron. Avec la phrase mille fois répétée dans toutes les études d'opinion: "il faut donner sa chance au président".

Si Emmanuel Macron remporte son pari final la semaine prochaine, il aura dynamité totalement la donne politique, et convaincu les Français de son talent de stratège. En un an, il aura gagné contre toute attente rationnelle, éliminé une génération et bouleversé le jeu.

Mais il lui faudra démontrer que ses jeunes élus ne sont pas des novices portés seulement par la vague qu'il aura lui-même déclenchée. Il lui faudra ensuite gouverner justement sans décevoir, réformer comme il l'a promis en protégeant les citoyens, et entamer le plus grand chantier qui soit: redonner du souffle à la France, et apaiser les fractures profondes entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Elles tiennent beaucoup à la moralisation de la vie publique et à l'engagement des élus. Et à regarder l'abstention d'hier, c'est l'enjeu le plus difficile à réussir.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Législatives : non, ce n'est pas un raz-de-marée en faveur de Macron



Emmanuel et Brigitte Macron ont voté dimanche au Touquet (Christophe Petit Tesson / POOL / AFP)



Baptiste Legrand Baptiste Legrand

Jamais un président n'avait obtenu aussi peu de voix lors des élections législatives qui suivaient la présidentielle.

Il est des images trompeuses. L'Assemblée nationale sera repeinte aux couleurs d'Emmanuel Macron à l'issue du premier tour des législatives, et pourtant, le triomphe qui s'annonce en nombre de sièges mérite d'être nuancé. Oui, La République en marche va remporter haut la main les élections législatives dimanche prochain - le second tour sera immanquablement la confirmation du premier. Mais non, il ne s'agit pas d'un raz-de-marée en faveur d'Emmanuel Macron, loin de là. Les Français n'ont pas voté massivement pour les candidats de La République en marche.

Le taux record de l'abstention, 50,2% selon les estimations, en est la première indication. Jamais les Français n'avaient aussi massivement boudé les urnes pour des élections législatives. C'est le signe que la nouvelle offre politique n'a pas fait disparaître le scepticisme des citoyens.

Surtout, les 32,2% obtenus selon les estimations par l'alliance entre La République en marche et le MoDem représentent un score historiquement bas. Jamais un président de la République n'avait obtenu un pourcentage aussi faible lors des élections législatives qui suivaient son accession à l'Élysée.

En 1981, au premier tour des législatives 54,4% des Français avaient voté pour un parti soutenant François Mitterrand. 36,0% des voix pour le PS seul, et 17,5% pour ses alliés, dont 16,1% pour le Parti communiste, partenaire qui rejoint le gouvernement.

En 1988, après sa réélection, François Mitterrand doit se contenter d'une majorité relative à l'Assemblée. Le PS a pourtant obtenu un score supérieur à celui de la République en marche aujourd'hui : 34,8% des voix, plus 2,8% pour ses alliés du PRG et divers gauche.

En 1995, la présidentielle n'est pas suivie d'élections législatives. Mais en 2002, l'UMP de Jacques Chirac obtient à elle seule 33,3% des voix, et la majorité présidentielle dépasse les 43% avec l'apport des alliés UDF, DL, MPF et RFP.

Nicolas Sarkozy fait un peu mieux en 2007. L'UMP obtient 39,5% des voix, et la majorité présidentielle 45,6% avec le Nouveau centre et le MPF.

François Hollande, lui aussi, obtient en 2012 un soutien supérieur à celui d'Emmanuel Macron. 39,9% des suffrages se portent sur la majorité présidentielle. 29,4% pour le PS, 5,4% pour EELV, 1,6% pour le PRG, 3,4% pour des candidats divers gauche.

Une opposition en morceaux

Le succès actuel de La République en marche s'explique surtout par l'effondrement des partis qui pourraient représenter une opposition. L'alliance RPR-UDF avait obtenu 42,8% au premier tour en 1981, 40,5% en 1988. Après l'élimination de Lionel Jospin en 2002, la gauche PS-PCF-EELV-PRG représentait encore 37,3% des électeurs, et 35,6% des voix en 2007. En 2012, la droite obtenait 34,6% des suffrages.

Aujourd'hui, Les Républicains (21,5% selon les estimations), le Front national (14%), La France insoumise (11%) et le PS (10,2%), sont loin, très loin, de ces niveaux.

Ironie de l'histoire, le mode de scrutin majoritaire à deux tours, qui durant 60 ans a contribué à la bipolarisation de la vie politique française entre droite et gauche, joue un nouveau rôle en amplifiant le score de la formation centriste. C'est grâce à lui que 390 à 445 députés REM, sur 577, pourraient entrer à l'Assemblée, selon les projections.

Baptiste Legrand

tempsreel.nouvelobs.com



candidate PS, Hélène de Comarmond n'a même pas atteint la barre des 10%, devancée là encore par le candidat de Jean-Luc Mélenchon, Djamel Arrouche qui réalise 16,37%. LR paie aussi son écot en passant de près de 17 % à 10%.

La seule circonscription très socialiste où le parti à la rose arrive à se maintenir au second tour est la 9e, celle briguée par le sénateur-maire d'Alfortville Luc Carvounas, qui a choisi de rester dans la ligne du PS en rejoignant l'état major de Benoit Hamon lors de la présidentielle après avoir fait la campagne de Manuel Valls lors des primaires. Mais alors que le PS avait dépassé les 46% au premier tour en 2012, il passe cette fois tout juste les 20%, ce qui suffit à en faire le meilleur score du PS dans le département. Distancé par la candidate LREM Gaele Marseau, qui frôle les 30%, Luc Carvounas a vu aussi son aile gauche très fortement rognée par la candidate FI, Martine Lachaud, qui dépasse les 15%.

Paradoxalement, le député sortant PS qui s'en sort le mieux, alors qu'il semblait en très mauvaise posture au sortir de l'élection départementale, est Jean-Jacques Bridey, maire de Fresnes, désormais candidat sous l'étiquette En Marche. Avec un peu plus de 37 %, le député sortant s'offre ainsi près de 15 points d'avance contre le candidat LR Vincent Jeanbrun, maire de L'Hay-les-Roses, qui a gagné toutes les élections locales depuis les municipales de 2014. Le candidat PS Jean-Jacques UM plafonne de son côté à 5%.

Du côté des circonscriptions alliées ou ex-alliées du PS, comme la 3e, qui avait été gagnée par le PRG Roger-Gérard Schwartzenberg, la 6e, prise par l'écologiste Laurence Abeille ou encore la 10e, remportée par le MRC Jean-Luc Laurent, c'est l'hécatombe.

Dans la 3e, où le PRG est cette fois parti tout seul faute d'une investiture PS, l'absence de candidature écologiste et le parachutage d'une personnalité nationale, la porte-parole du parti, Corinne Narassiguin, n'ont pas suffi à donner un score consistant au PS qui n'atteint même pas les 5% tandis que le PRG n'atteint pas les 2%. Ici encore, le PS se retrouve explosé entre les près de 36% du candidat LREM et les près de 15% du candidat FI. Le candidat LR, Didier Gonzales, maire de Villeneuve-le-Roi et ancien député de 2007 à 2012, se qualifie pour sa part pour le second tour avec un peu moins de 22%.

Dans la 6e, Laurence Abeille, qui était soutenue par le PS, ne franchit pas non plus la barre du second tour, devancée à deux points près par le candidat UDI-LR, Gildas Lecoq qui fait lui-même moins de la moitié du score du candidat LREM Guillaume Gouffier-Cha, lequel dépasse les 40%. A noter que l'ancien PS David Dornbusch, qui s'était déjà présenté en solo en 2012 avec plus de 9% des voix, ne passe cette fois pas la barre des 1%.

Dans la 10e, Jean-Luc Laurent, député sortant MRC soutenu par le PS, arrive en 4e position derrière les candidats PCF, FI et LREM.

Au terme de ce premier tour, aucun des partenaires du PS n'est en mesure de se maintenir dimanche prochain, et le seul candidat PS qui peut envisager une victoire est Luc Carvounas dans la 9e.

« La Fédération PS du Val-de-Marne ne donne pas de consignes de vote dans les 10 autres circonscriptions du département, mais appelle les électeurs à se mobiliser pour préserver le pouvoir d'achat, lutter contre la casse du code du travail, et préserver la pluralité des opinions politiques au sein de l'Assemblée Nationale », indique le parti dans un communiqué tout en faisant état de sa « profonde déception ».

94.citoyens.com

MAIS AUSSI

1) Législatives 2017: Jean-Luc Mélenchon donne des consignes aux "Insoumis" pour le 2e tour, contrairement à la présidentielle

"Vous n'avez pas besoin de moi pour savoir ce que vous avez à faire", disait-il encore le 28 avril.

IV) Les fiefs PS du Val-de-Marne laminés



47,86 %, tel était le score de Laurent Cathala, député-maire PS de Créteil maintes fois réélu, aux législatives de 2012, en pleine vague rose après l'élection de François Hollande. Ce dimanche 11 juin, Axel Urgin, le candidat PS de la 2e circonscription,

a sauvé les meubles en passant la barre des 10% (avec un score de 10,60%) insuffisant toutefois pour se qualifier au second tour, dépassé sur sa gauche par François Coq (18,62%) et par son centre par le candidat En Marche, Jean-François Mbaye (33,67%). L'imprenable fief PS de Créteil, qui semblait il y a quelques mois encore une confortable paire de charentaises convoitée par les people du parti, a largué les amarres. Consolation pour le candidat socialiste, le raz-de-marée des candidats d'Emmanuel Macron a aussi fait baisser ses concurrents. Thierry Hebbrecht (LR) chute de plus de 18% à moins de 10% tandis que le candidat FN passe de plus de 11% à un petit 9%.

Autre fief du PS, la 11e circonscription, celle que tenait Jean-Yves Le Bouillonnet, maire de Cachan. En 2012, le député-maire sortant avait dépassé les 41%, suivi loin derrière du communiste Gilles Delbos (19%) qui avait procédé à un désistement républicain au second tour. L'UMP avait de son côté presque atteint les 17%. Cette fois, c'est Albane Gaillot, la candidate LREM, qui arrive largement en tête avec près d'un tiers des suffrages, tandis que la

Après le premier tour de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon n'avait pas souhaité donner de consigne de vote. Certes le candidat de "La France Insoumise" n'avait pas fait mystère de son intention de ne surtout pas glisser un bulletin Marine Le Pen dans l'urne... sans toutefois dire clairement s'il voterait lui-même (ou non) en faveur d'Emmanuel Macron.

"Vous n'avez pas besoin de moi pour savoir ce que vous avez à faire. Je ne suis pas un gourou, je suis pas un guide" expliquait-il à ses partisans dans une vidéo postée sur internet le 28 avril. Mais au soir du premier tour des législatives, ce dimanche 11 juin, Jean-Luc Mélenchon a infléchi sa position en guidant finalement le choix de ses électeurs.

Il a leur en effet adressé à un appel, notamment aux abstentionnistes, en leur demandant de se mobiliser ni pour les candidats de "La République en Marche" ou ni pour ceux (LR ou PS) susceptibles de soutenir la future majorité présidentielle dans l'hémicycle. Et de prononcer enfin le mot "consigne", contrairement au second tour de la présidentielle.

Autre mot d'ordre en direction des candidats de sa formation politique: faire barrage en toutes circonstances aux candidats du Front national. Comme si cette fois-ci, les "Insoumis" avaient besoin de lui pour savoir ce qu'ils doivent faire.

huffingtonpost.fr

2) Marseille : Mélenchon en passe de remporter son pari

Par Bruno Rieth

A l'inverse de 2012, Jean-Luc Mélenchon a choisi pour les élections législatives 2017 de se présenter dans une circonscription gagnable, à Marseille.

De sa grosse voix à l'accent marqué, la mine défaite, Patrick Mennucci, député sortant de la 4ème circonscription des Bouches-du-Rhône, annonce ce dimanche 11 juin, sur les coups de 21h30 en direct à la télévision, son élimination dès le premier tour des élections législatives. Face à la candidature de Jean-Luc Mélenchon et à celle d'En Marche, l'homme fort du PS marseillais n'a pas fait le poids. A l'inverse, le leader de la France insoumise peut avoir le sourire. Avec 34,31% des suffrages exprimés, il est en tête de ce premier tour, loin devant Corinne Versini (22,66%) qui porte les couleurs d'En Marche.

Dans cette circonscription acquise à la gauche depuis 2007, Mélenchon avait réuni 39% des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle, loin devant Emmanuel Macron (21,8%) et Marine Le Pen, sous les 15%. Une donnée décisive pour lui au moment de choisir son lieu d'implantation pour les législatives. En 2012, après avoir concouru sous l'étiquette Front de gauche – époque ancienne de franche camaraderie entre le Parti de gauche et le PCF –, l'eurodéputé avait préféré le symbole à l'efficacité en allant affronter Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, terre d'élection très favorable au FN. Il n'avait récolté que 21,5% des voix, éliminé dès le premier tour, derrière le socialiste Philippe Kemel (23,5%) et Marine Le Pen avec presque 50%. La fille du fondateur du FN s'était finalement inclinée devant Kemel au second tour. Jean-Luc Mélenchon a retenu la leçon.

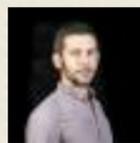
L'incertitude sur la constitution d'un groupe France insoumise

Reste une inconnue principale pour dimanche prochain. La France insoumise pourra-t-elle constituer son propre groupe parlementaire, qui nécessite d'obtenir au moins 15 députés ? A défaut, la capacité d'agir de Jean-Luc Mélenchon et de ses camarades se trouvera très réduite, notamment pour les prises de parole, la capacité d'inscrire des points à l'ordre du jour ou de réclamer la création d'une commission d'enquête.

Autre question : pourra-t-il compter sur le soutien des députés communistes ? Pas de tous en tout cas, vu les relations houleuses avec André Chassaigne (en ballottage favorable dans le Puy-de-Dôme), le président du groupe des députés Front de gauche sous la précédente législature. Depuis 2012, Chassaigne est au sein du PCF l'un des animateurs de la ligne anti-Mélenchon, l'Auvergnat défendant l'indépendance des communistes vis-à-vis du député européen. Il

s'était d'ailleurs présenté face à Jean-Luc Mélenchon pour porter les couleurs du Front de gauche lors de la présidentielle de 2012. Sans succès, d'où peut-être une rancune tenace.

Ces législatives pourraient d'ailleurs bien accentuer les divisions au sein d'un PCF de plus en plus fracturé, certains députés communistes à l'image de Marie-George Buffet ne cachant plus leur intention de travailler étroitement avec Jean-Luc Mélenchon.



par Bruno Rieth



3) Législatives. Le danger d'une majorité écrasante pour la formation du président

Maurice Ulrich-Humanite.fr



Législatives, premier tour. C'est une situation qui ne peut qu'inquiéter au regard de la démocratie et au vu des intentions politiques annoncées, particulièrement sur les questions sociales.

Bien qu'attendue dans ses grandes lignes au travers des projections des instituts de sondage la situation qui se présente au soir de ce second tour est totalement inédite avec deux données majeures. D'une part un taux d'abstention supérieur à 50%, ce qui ne s'est jamais vu depuis les débuts de la cinquième république, quand bien même elle n'a fait que grimper au fil des différents scrutins, ce qui doit être considéré comme l'expression d'une crise politique et démocratique profonde. D'autre part le fait qu'une formation, La république en marche, apparue depuis seulement quelques mois autour d'Emmanuel Macron est en passe de rafler une mise sans précédent avec

selon les premières estimations de 400 à 440 sièges sur 577. Enfin les premières données accordent à la droite un score un peu supérieur à 20% mais avec une fourchette de 95 à 135 députés. La France insoumise serait à 11 ou 12%, le PCF entre 3 et 4 et les deux forces pourraient espérer de 13 à 23 députés. Le FN devrait en rabattre sérieusement sur ses prétentions avec un score estimé dans la première fourchette à 13,5% mais seulement 2 à 5 députés, dont Marine le Pen largement en tête à Hénin-Beaumont. Enfin le bloc PS, PRG, Ecologistes serait aux alentours de 13%, dont peut-être 9% pour le seul PS avec une projection de 15 à 25 députés.

La descente au purgatoire pour le PS

Quels enseignements en tirer? En premier lieu, la stratégie d'Emmanuel Macron et son parcours depuis son élection avec l'arrivée au gouvernement de plusieurs ministres de droite, dont le premier ministre a payé à l'évidence. Le PS en fait les frais dans une proportion considérable. Mais il faut remarquer que son résultat est aussi comme la chronique d'une chute annoncée depuis les tous débuts du quinquennat, avec une politique tournant le dos aux attentes des électeurs de gauche. C'est sans doute la descente, si ce n'est aux enfers, du moins au purgatoire et sans doute pour une longue durée de la force politique qui dominait la gauche depuis plusieurs décennies et qui aura en seulement cinq ans dilapidé un « capital » politique considérable. L'Assemblée, le Sénat, la quasi totalité des régions, une grande majorité des départements, les grandes villes. Le PS aujourd'hui a pratiquement tout perdu, entraînant une large partie des électeurs de gauche dans sa chute et les menant au désarroi. Dans ces conditions, les scores de la France Insoumise et du PCF, si les tensions apparues dans la dernière période entre les deux peuvent être surmontées, constituent probablement un socle pour reconstruire à gauche une force nouvelle et constituer à l'assemblée un groupe d'opposition. On peut noter au passage toutefois que la stratégie de Jean-Luc Mélenchon n'a pas été véritablement validée, dans la mesure où sa formation ne retrouve pas ses 20% de la présidentielle. La transformation de ce score en adhésion massive à son programme, porté par des candidats n'a opéré que relativement, quand bien même, répétons le, c'est sans doute de là que la gauche de transformation, avec le PCF, Ensemble et d'autres, dont peut-être une partie du PS, peut espérer reconstruire dans ce champ passablement dévasté.

Une mauvaise nouvelle pour la démocratie

Car le succès au premier tour de La République en Marche pose au fond plus de questions qu'il n'en résout. L'abstention, il faut y revenir, vient sans doute relativiser ce résultat. Emmanuel Macron a été élu avec un score relativement faible au premier par des électeurs qui ont pour beaucoup voté du bout des doigts avec la volonté de battre Marine le Pen. Plus de la moitié du corps électoral s'abstenant, cela ramène les 32 ou 33% à une proportion plus modeste et particulièrement dans les circonscriptions les plus populaires et les plus frappées par la crise. On a voté à moins de 25% en Seine-Saint Denis. En d'autres termes, Emmanuel Macron, sa formation et son gouvernement ne peuvent, s'ils en avaient l'intention, se prévaloir d'une adhésion massive à leur programme, du reste ignoré très vraisemblablement par nombre de leurs propres électeurs. L'autre question aujourd'hui sans réponse est celle de l'évolution de cette probable majorité massive. Certes, dans un premier temps, et avant que ne vienne du gros temps, cette Assemblée pourrait suivre comme un seul homme un président dont on voit déjà à quel point il entend jouer d'une figure jupitérienne pour reprendre ses propres mots. Mais il ne faut pas être Cassandre pour penser qu'un pouvoir fort, avec une assemblée soumise n'est pas forcément une bonne nouvelle pour la démocratie et la nécessaire conflictualité du débat public. C'est dire aussi que d'ici à dimanche prochain, une nouvelle mobilisation d'ampleur est indispensable pour élire le plus possible députés décidés à combattre ce qui s'annonce de fait, sous les dehors de la séduction, comme une politique autoritaire et antisociale.



Maurice Ulrich
journaliste

humanite.fr

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Législatives : vers la poursuite d'une crise de régime

Par Gaël Brustier, Politologue



A l'Assemblée nationale, le 22 février 2017. Photo Patrick Kovarik. AFP

Le politologue Gaël Brustier a analysé pour «Libération» les résultats du premier tour des élections législatives.

Fin d'un système partisan, poursuite d'une crise de régime

Le système partisan de la Ve République est mort et enterré. L'essentiel du personnel politique des dix, quinze ou trente dernières années est congédié sans ménagement. Les partis politiques de la Ve République, c'est-à-dire ceux qui ont gouverné depuis 1958 et en alternance depuis 1981, subissent un revers historique et rejoignent la porte de sortie de notre histoire politique. Une autre organisation de la vie politique s'installe. Un nouveau personnel parlementaire se substitue à l'ancien, alors que les fondamentaux des deux grands partis de gouvernement sont aussi ceux de la probable majorité LREM. Les visages changent mais pas le cœur politique et idéologique. Cette situation est une conséquence de la crise de régime de la Ve République, née de la crise de 2008. C'est cette crise de régime que le président Macron a pour fonction de résoudre. Il a substitué un personnel politique à un autre. Les partis de gouvernement ne suscitaient plus le consentement. Ce soir, ils sont écartés.

Le divorce entre un nombre croissant de citoyens et le régime est confirmé par le taux de participation de ce premier tour, de l'ordre de 50%, niveau historiquement bas. L'inversion du calendrier électoral a renforcé le rôle déterminant du scrutin présidentiel et considérablement réduit la dimension déterminante des élections législatives. Les campagnes législatives coïncident avec l'installation du nouveau président, elles fonctionnent comme une élection de confirmation.

Confirmation de la «chance donnée» au nouveau président certes, mais confirmation d'une situation idéologique et politique «magmatique», largement susceptible d'évoluer spectaculairement pendant le quinquennat.

Le PS se cache pour mourir

Le Parti socialiste, hégémonique il y a cinq ans, est dans la situation du Parti radical en 1958. Les étoiles brillent puis meurent. Elles deviennent supernovas et avalent tout. Puis elles se rétractent sur elles-mêmes et meurent... C'est aussi le cas en politique, particulièrement pour le PS ce soir. Il peut vivre à la marge du pouvoir encore longtemps, tenir des congrès, obtenir des sièges et même, à l'instar du Parti radical, du PRG ou même dans l'antique CNIP, obtenir des maroquins ministériels à l'avenir... Il n'en demeure pas moins que, ce soir, le PS est mort.

La géographie électorale du macronisme lui laisse néanmoins, en l'état, peu de chances de regain. Partout, les candidats macronistes s'imposent. Les bastions emblématiques du PS tombent. Le Sud-Ouest et la Bretagne suivent le mouvement.

Des figures marquantes et prometteuses du PS subissent des défaites cuisantes. Le PS paye moins l'action des frondeurs que l'adoption par François Hollande d'une politique rejetée par le cœur de son électorat, comme la primaire l'a prouvé en propulsant Benoît Hamon à la candidature à la présidence de la République.

Aucune campagne nationale de la part du PS. Réédition de l'erreur des élections municipales : laisser 577 campagnes socialistes locales se dérouler indépendamment. Le PS est resté muet, inerte, saisi de stupeur. La palette de Jean-Christophe Cambadélis n'a sauvé personne. L'incapacité à tirer parti de sujets majeurs et légitimes comme la réforme du code du travail et la hausse de la CSG, a sauté aux yeux. Où était le PS pendant cette campagne ?

Le PS s'est caché pour mourir. Il a renoncé. A penser hier, se battre pendant cette campagne. A vivre finalement. Il a précipité dans sa chute des individualités talentueuses et prometteuses, tel son ultime ministre de l'Intérieur, Matthias Fekl, âgé comme Emmanuel Macron de seulement 39 ans, battu ce soir dans le Lot-et-Garonne. Un gâchis, produit des vices longtemps cachés de l'appareil sis rue de Solférino.

Le PS s'est effondré sur lui-même, ne sachant même plus, dans ses réunions stratégiques, qui parmi les invités rédigeait des notes stratégiques à Emmanuel Macron ou l'état des discussions entre les siens et En marche. Une décomposition accélérée, succédant à une agonie longue d'un quinquennat. Le PS est mort... vive le socialisme ?

1958 version hardcore

Notre République a été pensée dans les années 30, elle est née à la fin des années 50 et était destinée à préparer la France des années 80. Nous vivons un 1958 dont les fondamentaux sont moins défendus qu'exagérés.

Le «parlementarisme rationalisé», pensé par des hommes nés au début du XXe siècle et doutant profondément des masses, atteint désormais son paroxysme. Son esprit même est exagéré, presque caricaturé. L'inversion du calendrier électoral fait de l'élection présidentielle l'élection directrice et des législatives des élections de confirmation. Chute de la participation, ratification aux législatives du projet de l'exécutif, ce soir, avec 50% de participation, le régime ne compte plus que sur la dynamique d'entraînement du premier tour de la présidentielle et sur la démobilisation des autres électeurs.

Le parti En marche a été conçu dans cette optique. C'est une sorte de trust électoral, un parti-entreprise qui rappelle à certains égards le Forza Italia de Berlusconi en 1994. La centralisation des investitures, la fréquente faiblesse d'implantation des candidats, le pari fait sur la «vague» Macron rendu gagnant par l'effondrement de la participation, révèlent surtout que le parlementarisme n'est plus seulement rationalisé, il est aussi relégué.

Conclusion : nous assistons à un renforcement des fondamentaux du régime. C'est davantage une restauration ou une rigidification qu'une mise à jour de la Ve République.

Mélenchon et ceux qui ne sont pas là...

La France insoumise a donc confirmé le «sorpasse» déjà réalisé au premier tour de l'élection présidentielle : elle est devant le PS. La gauche radicale double une social-démocratie exsangue, se défait du PCF...

Au cours de l'année passée, au sein de Podemos, Iñigo Errejón, penseur, théoricien et stratège du mouvement dirigé par Pablo Iglesias, incita des camarades à penser à «ceux qui ne sont pas encore là», à considérer l'importance du travail politique en leur direction. Iñigo Errejón et ses amis ont été battus au cours du dernier congrès de Podemos, Vistalegre II. Podemos s'est rapproché de la stratégie très «gauche de la gauche» de IU, la coalition formée initialement autour des communistes espagnols.

La France insoumise affirme sa volonté d'accéder au pouvoir. Pour y parvenir, elle devra amener à elle ceux qui ne sont pas encore là. C'est-à-dire des électeurs dont le souhait de changement a trouvé - à tort ou à raison - un débouché dans le vote En marche par exemple. 9,2 millions d'électeurs rassemblés par Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon au premier tour de l'élection présidentielle, tel est le point de départ d'une force électorale qui cherche son unité et sa stratégie.

Inspirée par les thèses d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, la campagne présidentielle de La France insoumise a quelques points communs avec l'action politique d'Iñigo Errejón. Elle a connu un succès spectaculaire. «Transversale», la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon a contribué à «construire» un peuple et à jeter les bases d'une force nouvelle. Si, comme le dit Jean-Luc Mélenchon, inspiré par Laclau et Mouffe, le conflit est bien fondateur, sans doute devrait-il méditer les réflexions d'Errejón et considérer l'étape suivante : amener à lui ceux qui ne sont pas encore là... Ces millions de Français qui peuvent accepter le conflit sans souhaiter l'exagération...

Castaner fait un remix de l'idéologie du rassemblement national

L'ère Macron s'ouvre sur une ambiguïté : elle promet dans les faits des

réformes libérales en adhérant aux fondamentaux d'une idéologie diffuse dans notre société, celle du «rassemblement national» décrite par Philippe Burrin. Au nom de l'unité de la nation, cette idéologie refuse les clivages et les conflits. Elle est consubstantielle au discours macronien. Elle fit la fortune de nombreux courants politiques auparavant.

Sur le plateau de France 2 ce soir, le député sortant et secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement Christophe Castaner livrait un condensé de cette idéologie. Le risque, évidemment, est d'interpréter le résultat de ce soir comme reflétant la volonté d'un pays unanime. Représentation idéalisée de l'unité d'un pays dans les faits multifracturée, elle pourrait avoir fait la fortune du macronisme avant, un jour, de provoquer sa chute.

La «gauche du régime» est morte

Refondé en juin 1971 à Epinay, le PS avait fait le choix de l'union de la gauche en proposant au PCF un programme commun de gouvernement. Implicitement, l'union de la gauche faisait le pari de faire du régime de 1958 le vecteur de la «transition au socialisme». Aiguillon de la stratégie d'Epinay, Jean-Pierre Chevènement théorisa et assume aujourd'hui l'adhésion à la Ve République. L'union de la gauche avait fini par en adopter les fondamentaux.

«Allende français» élu en 1981, François Mitterrand, pourtant auteur du «coup d'Etat permanent», se fit quant à lui monarque républicain s'imposant comme garant d'une «France unie» sept ans plus tard. Le PS, devenu «parti du président» ne fut plus le parti du socialisme mais se fit parti du régime.

Lionel Jospin, par le quinquennat mais surtout par l'inversion du calendrier électoral, soumit les législatives au résultat de la présidentielle... et confirma la présidentialisation de la Ve République. L'insertion du PS dans le régime fut progressive mais... totale. Le résultat de ce soir en est le produit. Le PCF, quant à lui, expédia quelques-uns des siens au gouvernement en 1981 ou 1997. Ephémères mais décisives participations gouvernementales, le PCF s'intégra également au régime.

Ce soir, si La France insoumise apparaît susceptible de faire une timide irruption dans une chambre dominée par En marche, c'est surtout la quasi-élimination de la «gauche du régime» qu'il faut constater. Cette «gauche du régime» est morte. Elle va devoir se réinventer. Elle prend ainsi de l'avance sur La République en marche.

Gaël Brustier Politologue



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Législatives : le sens caché de l'abstention

Antoine Corlay

Avec 51,29 %, les élections législatives de 2017 ont atteint un nouveau record de l'abstention. Ce non-vote est davantage le fait des jeunes et des milieux populaires mais aussi d'anciens électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen.

Plus d'un électeur inscrit sur deux (51,29 %) n'est pas allé voter dimanche. Soit plus de 24 millions sur les 47 millions d'inscrits. Ce chiffre n'avait jamais été atteint lors d'élections législatives, le précédent record datant des élections de 2012 (42,77 %).

La domination sans partage de la République en Marche (REM) d'Emmanuel Macron, avec plus de 32 % des voix, est donc à tempérer.

La faible participation a réduit par ailleurs le nombre de triangulaires au second tour, le seuil de qualification de 12,5 % des inscrits devenant difficile à atteindre.

Les jeunes et les ouvriers désertent

Plusieurs explications sont avancées. Un sondage, réalisé par l'Institut Ipsos-Stevia, dressait une sociologie de l'abstention, le jour précédent le vote. Les « jeunes » sont, tout d'abord, ceux ayant le plus déserté les urnes : 65 % pour les 25-34 ans, suivis des 18-24 ans à 63 %. Les plus âgés se sont, à l'inverse, déplacés beaucoup plus massivement, les électeurs de plus de 70 ans ayant un taux d'abstention deux fois moindre, estimé à 34 %.

Cette sociologie s'exprime également en fonction de la profession de l'électeur. Une donnée qui se calque avec l'âge puisque les retraités (36 %) sont ceux qui ont voté le plus, contrairement aux ouvriers (66 %) et aux employés (61 %).

Lourd déficit chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen

Aux considérations sociales s'ajoutent les considérations politiques. L'électorat ayant davantage recours à l'abstention n'est affilié à aucun parti politique (71 %) ou se revendique, en tout cas, ni de gauche ni de droite (67 %). Le phénomène n'explique cependant pas la débâcle du PS, dont les électeurs revendiqués comme sympathisants sont ceux qui se sont le moins abstenus (39 %), à l'inverse de ceux du FN (56 %).

Une fois personnalisés, les résultats du scrutin révèlent que les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (53 %) et de Marine Le Pen (56 %) à la présidentielle n'ont pas souhaité leur réitérer leur soutien aux législatives. Plus d'un électeur sur deux semble s'être refusé ou abstenu de le faire.

Le record de France à 76.79 % d'abstention, en Guadeloupe

Les milieux populaires ont moins voté que les autres. Ainsi, les électeurs aux bas revenus (moins de 1 250 € par mois) se seraient moins déplacés que les plus aisés (plus de 3 000 € mensuels), avec respectivement 59 % et 42 % d'abstentions.

Le territoire lui-même montre des signes symboliques avec le Nord et l'Est plus abstentionnistes que les autres régions, l'abstention ayant atteint plus de 60 % dans certaines circonscriptions. Une carte de l'abstention qui recoupe celle où le FN avait recueilli ses meilleurs scores lors des dernières élections.

Le taux d'abstention le plus haut a été relevé dans la 3e circonscription de Guadeloupe (76,79 %) et en métropole dans la 8e circonscription du Val-d'Oise (67,9 %). La 11e circonscription parisienne, où la ministre des affaires européennes, Marielle de Sarnez (LRM-MoDem) est arrivée en tête au 1er tour, a quant à elle remporté la palme de la plus faible abstention, avec 37,7 %.

Antoine Corlay

la-croix.com

MAIS AUSSI

4) Législatives 2017 - Le Front national essuie un violent revers au premier tour du scrutin

Le Front national et Marine Le Pen ont subi dimanche un important revers après une difficile campagne législative, avec un très net reflux en voix par rapport à la présidentielle qui devrait les priver de groupe à l'Assemblée.

Désormais, il va être difficile de s'accoler l'étiquette "premier parti de France". Les scores de la présidente du parti frontiste et de certains cadres du parti ne



Le plus dur reste à faire pour les candidats du parti d'extrême droite au second tour. © LIONEL BONAVENTURE / AFP/Archives

peuvent pas cacher une évidente conclusion du premier tour des élections législatives de dimanche 11: le Front national sort perdant de ce scrutin.

A défaut d'être au pouvoir, Marine Le Pen avait martelé son message: son parti devait être la principale force d'opposition à l'Assemblée nationale. Toutefois, avec 13,2% des voix au niveau national le FN, qui perd presque 8 points par rapport au premier tour de l'élection présidentielle, retombe sous son niveau des législatives de 2012 (13,6%). Au regard des résultats du premier tour, les projections permettent aux frontistes d'espérer entre 1 et 5 députés dans la nouvelle assemblée, loin des quinze élus nécessaires pour former un groupe parlementaire.

Au total, 110 candidats frontistes accèdent au second tour - ils étaient 61 il y a cinq ans. Plusieurs figures frontistes ont été balayées dès le premier tour, tel Nicolas Bay (Seine-Maritime), patron de la campagne FN pour les législatives; Jean-Lin Lacapelle (Bouches-du-Rhône), secrétaire général adjoint du parti, le comédien Franck De Lapersonne (Somme).

Du côté de ceux qui l'emportent, la situation n'est guère plus reluisante, si on excepte Marine Le Pen. Son compagnon, Louis Aliot (Pyrénées-Orientales), n'arrive en tête qu'avec un point d'avance sur son adversaire Modem. Le député sortant Gilbert Collard (Gard) arrive à peine devant sa concurrente La République en Marche Marie Sara. Dans le Vaucluse, le successeur de Marion Maréchal-Le Pen, Hervé de Lépineau, arrive derrière son rival macroniste.

Le plus dur restent à faire pour les candidats du parti d'extrême droite au second tour, souvent une épreuve fatale pour ces derniers qui ne bénéficient d'aucuns alliés. Ils sont d'ailleurs souvent opposés à des candidats de La République en Marche ce qui complique encore plus la donne, la position centrale du parti d'Emmanuel Macron facilitant les reports de voix.

Même le rallié du second tour de la présidentielle Nicolas Dupont-Aignan a choisi de ne pas donner de consignes de voter pour le second tour. Sa formation, Debout la France, pesait de toute façon assez peu dans ce scrutin à la vue du score réalisé au niveau national au premier tour: 1,17%.

Mais avec ce scrutin législatif, le FN joue plus gros que les postes à pourvoir à l'Assemblée nationale: le bilan de six ans de direction de Marine Le Pen et de son bras droit, le désormais très critiqué Florian Philippot. Il faut dire que les premières voix discordantes qui s'étaient déjà faites entendre au soir du second tour de la présidentielle ne risquent pas de se taire et il y a forte à parier que d'autres vont se joindre à elles. Le prochain débat interne sur la ligne politique du parti frontiste s'annonce des plus vifs.

Auteur : MM



LAPRESSEENREVUE.EU

5) Législatives : un rude coup financier pour le PS, LR et le FN

Pierre-Alain Furbury



Avec 5,9 millions d'électeurs de moins qu'aux législatives de 2002 et, au final, au moins 250 députés perdus par rapport à l'Assemblée sortante, le PS verra ses finances fondre de plus de 17 millions d'euros par an, par rapport à la précédente législature - PHILIPPE LOPEZ - AFP

Le premier tour des élections législatives va considérablement réduire le financement public du Parti socialiste, des Républicains et, dans une moindre mesure, du Front national. Annonçant des années de vaches maigres.

La claque est politique. Mais pas seulement. Pour le Parti socialiste, Les Républicains et le Front national, le coup est aussi financier. Ces trois formations tirent du financement public à peu près la moitié de leurs revenus : 24,8 millions d'euros sur 54,8 millions pour le PS, 18,5 millions sur 36 millions pour LR et un peu plus de 5 millions sur 11 millions pour le FN en 2015, selon les derniers chiffres de la Commission nationale des comptes de campagne. Le reste est issu des cotisations des adhérents, des contributions des élus ou des dons privés (limités à 7.500 euros par personne).

En vertu d'une loi de mars 1988 sur la transparence financière de la vie politique, le financement public est accordé chaque année en fonction de deux critères. D'abord les résultats au premier tour des dernières législatives. Ces fonds sont réservés aux partis et groupements politiques qui ont présenté des candidats ayant obtenu chacun au moins 1% des suffrages exprimés dans au moins 50 circonscriptions de métropole - avec une adaptation pour l'Outre-mer -, leur répartition s'effectuant proportionnellement au nombre de suffrages obtenus. En 2017, une voix équivaut au versement d'un montant de 1,42 euro. C'est ce qui pousse les petits partis à présenter un maximum de candidats.

Déménager le siège de Solferino ?

La deuxième fraction de l'aide est attribuée proportionnellement au nombre de députés et sénateurs, chaque élu devant se rattacher à un parti et à un seul. Le rattachement d'un parlementaire ouvre droit au versement, cette année, de plus de 37.700 euros. Une retenue est imposée en cas de non-respect de la parité hommes-femmes.

Avec 5,9 millions d'électeurs de moins qu'aux législatives de 2002 et, au final, au moins 250 députés perdus par rapport à l'Assemblée sortante, le PS verra donc ses finances fondre de plus de 17 millions d'euros par an par rapport à la précédente législature. Sans compter l'impact éventuel, à l'automne, des prochaines sénatoriales... La formation du président sortant, François Hollande, a toutefois la chance de ne pas être endettée. Et d'être propriétaire de son siège, rue de Solferino à Paris, acquis en 1986. Les dépenses vont devoir être considérablement réduites. Pendant la campagne, Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du parti, n'a pas non plus écarté l'idée d'un déménagement. LR et le FN très endettés

La droite, elle, était déjà dans une situation financière très compliquée. Cinq ans après l'affaire Bygmalion, le parti Les Républicains (lui aussi propriétaire de son siège) est encore endetté, de quelque 55 millions d'euros. Avec 3,5 millions de voix en moins par rapport à 2012, le premier tour des législatives réduit ses ressources de presque 5 millions d'euros par an. Une somme à laquelle il faudra ajouter 3 à 4 millions, pour la perte de ses députés. Ce qui fera monter l'addition à près de 9 millions.

Le FN, lui, espérait se refaire financièrement en surfant sur la présidentielle. C'est raté. La formation de Marine Le Pen a perdu, au final, plus de 538.000 voix par rapport à 2012. Quel que soit le nombre de ses élus à l'Assemblée, elle est donc aujourd'hui certaine d'y perdre en espèces sonnantes et trébuchantes, et ce alors qu'elle est sur le fil du rasoir. Le parti, contraint de vendre son siège de

Saint-Cloud pour surmonter la crise provoquée par les législatives de 2007, a au moins à son passif une dette de 9 millions d'euros, contractée en septembre 2014.

Tous vont connaître des années de vache maigre, qui vont contraster avec En Marche. Avec plus de 6,3 millions de voix et une très large majorité absolue au Palais Bourbon, En Marche va réaliser, lui, une opération financière sans précédent. Un an à peine après sa création...

LesEchos.fr

5) Au pays de Colboc : gros malaise sur France 3 pendant l'intervention d'une candidate En marche

La candidate En marche Fabienne Colboc provoque un gros malaise sur le plateau de France 3, lors de son intervention au débat des législatives le 2 juin 2017 (4ème circonscription d'Indre et Loire)

<https://youtu.be/tYuloLLJBek>

6) "Un âne aurait l'étiquette En Marche, il aurait été élu" : Edwy Plenel mordant après la razzia des candidats de Macron aux législatives

Le co-fondateur de Mediapart Edwy Plenel ne prend pas de pincettes pour décrire la vaste majorité qui semble se dessiner au soir du premier tour des législatives en faveur de la République en Marche. Invité de LCI lundi matin, le journaliste a mis en garde le chef de l'Etat contre les effets pervers d'une assemblée qui ne jouerait pas son rôle de contre-pouvoir.

La rédaction de LCI

Parue peu avant le premier tour des législatives, la tribune dans laquelle Edwy Plenel mettait en garde contre les dangers d'une "écrasante majorité, absolue et dominatrice" du parti d'Emmanuel Macron n'aura pas trouvé beaucoup d'écho. Au terme du premier tour des législatives, l'excellent score de la République en marche (32,3%) laisse bel et bien entrevoir un raz-de-marée du parti présidentiel dans la prochaine assemblée - entre 400 et 440 sièges selon une estimation LCI-Kantar Sofres One Point.

De quoi attiser la colère du cofondateur de Mediapart. "Aucun Républicain attaché à la vitalité de la démocratie ne peut se satisfaire du spectacle que nous avons eu hier", a-t-il lancé sur LCI. Loin de verser une larme sur les éléphants des partis traditionnels passés à la trappe dès le premier tour des législatives, le journaliste a déploré l'abstention record qui a marqué le scrutin, ainsi que l'aveuglement qui semble avoir saisi une partie de l'électorat.

"Un âne aurait l'étiquette En Marche, il aurait été élu. Le programme d'un député c'est simplement être le porte-voix du président de la République ? Non. Un député dans une démocratie vivante c'est celui qui fait remonter la diversité du pays. Ce n'est pas l'attaché de presse d'un président de la république!"

Une Assemblée de "bénéni-oui-oui" soumise à des professionnels de la politique



L'invité de 8h40 de LCI du 12 juin 2017: Edwy Plenel, directeur et fondateur de "Médiapart"

Peu sensible à l'arrivée de nombreux nouveaux visages issus de la société civile dans l'enceinte du Palais Bourbon, argument ressassé par l'équipe En Marche, Edwy Plenel a fustigé au contraire "une Assemblée de

béni-oui-oui", "une Assemblée godillot" qui allait être soumise "à des professionnels de la politique" en provenance - notamment - du PS.

Quant à la volonté de transparence affichée par le nouveau locataire de l'Elysée, le directeur de Médiapart la juge bien mal partie. S'appuyant sur les révélations de différents médias concernant les intentions de réforme du Code du travail ou la pérennisation de l'état d'urgence, Edwy Plenel s'est interrogé tout haut sur la volonté du gouvernement de brouiller les pistes... et de faire pression sur la presse.

Macron, Jupiter aux pieds d'argile

Annonçant des jours difficiles à Emmanuel Macron qu'il qualifie de "Jupiter aux pieds d'argile", Edwy Plenel en a appelé à la mobilisation de tous, notamment celle des médias. "Tout pouvoir absolu est un danger. Derrière les discours de revitalisation, il y a la tentation de tout contrôler, d'aller jusqu'au bout de leur puissance. A nous d'être vigilants", a-t-il conclu.

lci.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue